

*Questions orales*

**M. Paproski:** Mes questions 1480 à 1511 figurant au *Feuilleton* depuis le 5 février, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il me dire s'il va répondre à l'une ou l'autre d'ici une semaine, ou bien a-t-il quelque chose à cacher?

● (1450)

**M. MacEachen:** Non, monsieur l'Orateur. J'ai beaucoup pensé aux questions que le député a inscrites au *Feuilleton* et je me trouve pris dans un conflit naturel entre mon souci d'avoir un gouvernement ouvert et celui de réduire les dépenses du gouvernement; dans ce cas, pour répondre entièrement à toutes les questions de l'honorable représentant, il en coûterait plus de \$10,000. Sous ce rapport, je serais quelque peu soulagé si le député prenait une attitude un peu plus sélective, et je pourrais peut-être alors lui fournir les renseignements qu'il veut obtenir. Je lui demanderais donc de me dire ce qu'il veut savoir exactement.

**M. Paproski:** Les questions sont bien simples, monsieur l'Orateur. Tout ce que j'aimerais savoir, c'est sur quel critère l'on se fonde pour adjuger le contrat et quels soumissionnaires ont fait l'offre la plus basse et la plus élevée. Il doit y avoir un dossier complet qui renferme tous ces renseignements, et s'il n'y en a pas, le gouvernement est incompetent.

PROPOSITION DE CRÉATION D'UN SOUS-COMITÉ D'ENQUÊTE  
SUR L'ACDI

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que des problèmes concernant l'ACDI semblent surgir de plus en plus fréquemment, l'honorable représentant serait-il prêt à appuyer l'établissement d'un sous-comité du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale qui s'occuperait d'examiner l'activité de l'ACDI?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Le comité permanent a étudié toute cette question. Je suis disposé à traiter au comité ou à la Chambre de toutes les questions relatives à l'ACDI, mais j'espère quelles seront fondées sur des renseignements plus sûrs que ceux sur lesquels étaient fondées les questions portant sur le prêt consenti à Cuba.

Des voix: Bravo!

\* \* \*

### LE CODE CRIMINEL

LE PROJET DE MODIFICATION ET L'EMPRISONNEMENT POUR  
DÉFAUT DE PAIEMENT D'AMENDES

**M. Stuart Leggatt (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Étant donné qu'une forte proportion de personnes détenues dans nos prisons sont des autochtones dont beaucoup s'y trouvent parce qu'ils n'ont pas payé les amendes exigées d'eux et comme l'honorable représentant a entrepris d'apporter des changements au Code criminel, nous dirait-il si les modifications proposées contiennent une disposition pré-

[M. MacEachen.]

voyant que l'on n'emprisonnera pas les personnes qui n'ont pas d'argent pour payer leurs amendes?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Les propositions de modifications ne comprennent pas ce changement précis. Toutefois, l'ensemble de la question fait l'objet d'études sérieuses tant de la part du gouvernement que de la part de la Commission de réforme du droit. Je crois qu'on y apportera une solution avant longtemps.

**M. Leggatt:** Le ministre consulterait-il son homologue de la Colombie-Britannique où une mesure législative est en vigueur depuis quelque temps aux termes de la loi sur la condamnation par la procédure sommaire, quant au succès de cette mesure à faire baisser le nombre d'Indiens en prison?

**M. Lang:** Je fais de vastes consultations dans diverses juridictions, y compris d'autres pays du Commonwealth, où des expériences intéressantes sont en cours.

\* \* \*

### LES TRANSPORTS

DEMANDE DE RÉEXAMEN DE LA RÉPARTITION DES POSTES DE  
BATEAUX DE SAUVETAGE À T.-N.—LA DEMANDE  
D'INSTALLATION DE DEUX POSTES SUR LA CÔTE OUEST DE  
L'ÎLE

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et découle de l'annonce de la création de quatre postes supplémentaires de bateaux de sauvetage dans les Maritimes. La carte laisse voir que les postes sont très distancés, surtout dans la partie ouest de Terre-Neuve, ce qui dénote une ignorance des facteurs régissant l'espacement des postes. Le ministre reverrait-il la répartition de ces bases et veillerait-il à ce qu'on en établisse au moins deux dans la partie ouest de Terre-Neuve?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** J'ai vu la carte et la distance est en effet considérable. Nous sommes en train de revoir notre politique de sauvetage et ce sera probablement l'une des questions que nous examinerons.

\* \* \*

### LES PARCS NATIONAUX

WOOD BUFFALO—LA POSSIBILITÉ D'ADJONCTION DE TERRES  
EN COMPENSATION DU TERRITOIRE CÉDÉ AUX  
AUTOCHTONES

**M. Peter Elzinga (Pembina):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Elle porte sur le retranchement de 42,000 acres du parc national Wood Buffalo, de façon à répondre aux revendications des autochtones présentées en vertu du traité n° 8. Le ministre a-t-il prévu d'annexer d'autres terres au parc pour compenser ce retranchement? En outre, quelle est la politique de Parcs Canada pour ce qui est du retranchement de certains terrains faisant partie de parcs nationaux?

**M. l'Orateur:** La première partie de la question appelle une réponse, mais la seconde ne devrait normalement pas être posée au cours de la période des questions.